

LIRE  
en 3<sup>e</sup> page

# Une mauvaise action

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 200

Fondé en 1896 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 28 OCTOBRE 1949

Le numéro : 10 francs

## La crise a trois aspects

**H**ANTES par la crainte d'un retour anticipé devant les électeurs, soucieux en tout état de cause de se refaire une virginité en vue des élections législatives, les partis politiques raidissent leur position. La S.F.I.O., en particulier, se découvre brusquement un goût immoderé pour l'opposition, les modérés — Paul Reynaud en tête — se déclarent ouvertement pour le libéralisme à sens unique. Quant au M.R.P., il est tiré par les forces divergentes de sa gauche « progressiste » et de sa droite de plus en plus tentée par les sirènes du bon vieux capitalisme. De surcroît, les difficultés financières et économiques ont atteint un tel degré d'acuité — ne parle-t-on pas d'un déficit budgétaire de quelque six cent milliards ? — que le rôle de ministre risque de devenir préjudiciable à la bonne renommée de son appartenance politique, pour peu qu'il veuille prendre la moindre des mesures.

Ces contradictions presque irrépressibles forment le premier aspect de la crise.

Le second, bien que moins spectaculaire, ne le cède pas en importance. Au moment où les problèmes de l'Allemagne de l'Est, de Tito, de la Chine, de l'admission de Franco dans la ronde occidentale se posent d'une façon d'autant plus aiguë que le secteur yougoslave semble s'enfêver, la France fait défaut. Et la Maison-Blanche s'inquiète de voir un pion important de son échiquier voué à des abandons intérieurs dont nul ne peut prévoir les effets.

Des décisions capitales doivent être prises et ne pourront l'être, en ce qui concerne ce pays, qu'avec un gouvernement soutenu par une majorité devenue, hélas ! introuvable. On semble totalement désintéresser de ce qui se passe à l'étranger et, chose peut-être encore plus grave, le peuple en fait autant, et pour ces problèmes et pour le reste, les marionnettes du Palais-Bourbon.

C'est là le troisième aspect de la crise. L'homme de la rue ne réagit plus du tout, l'attitude des travailleurs en témoigne avec éloquence, et plonge dans l'embarras non seulement les tenants de la 3<sup>e</sup> Force, mais aussi les autres : les gaullistes et les staliniens, et aussi et surtout les cadres syndicaux. Rien de plus décevant qu'une masse amoïphe. Aucune entreprise politique violente ou non ne peut se justifier et se réaliser sans un minimum d'alliance populaire, les ténors parlent et s'agencent dans le vide et les chefs syndicaux sentent venir le moment où leur inutilité sera éclatante.

Au fond, cette apathie s'apparente dans une certaine mesure à la résistance passive, en ce qu'elle fait échec à toutes les tentatives d'agitation en faveur de tel ou tel parti.

Dégouté des questions politiques par les précédents gouvernementaux et syndicaux, obsédé par les nécessités matérielles de chaque jour, le peuple est figé.

S'il persévérait dans cette voie, s'il allait jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'abstention massive aux élections, l'Etat tomberait comme un fruit pourri et entraînerait dans sa disparition les dictateurs qui n'attendent que l'occasion de remous populaires pour se manifester.



LORIAN.

## Le Gouvernement tente de supprimer le secret médical

**N**OUS avons dénoncé récemment le nouveau projet de loi « contre l'avortement » destiné à transformer obligatoirement les médecins en indicateurs de police !

Ce projet a suivi son chemin. Il est déjà déposé sur le bureau des Chambres, nous apprend « le Concours médical » qui publie le texte du projet, se fait l'écho de l'émotion soulevée par la partie du projet de loi s'attaquant au secret médical et dénonce les allégations tendancieuses de ses auteurs, qui prétendent, dans l'exposé des motifs, se couvrir de l'approbation du corps médical.

Nous ne traiterons ici que des articles 1 et 3 qui visent spécialement la question du secret médical. Signalons toutefois que les autres articles tendent presque tous soit à aggraver les peines prévues contre l'avortement, soit étendre le domaine des cas poursuivis !

L'article 1 oblige, comme nous l'avons indiqué, médecins et sages-femmes à déclarer dans les 48 heures tous cas d'interruption de grossesse ; il ne doit être indiqué « ni le nom de la personne qui a éprouvé une interruption de grossesse ni le lieu où celle-ci s'est produite ». Cette restriction va sans doute servir d'hypocrite argument aux jésuites défenseurs de la nouvelle loi hitérienne : « Il ne s'agit pas, disent-ils, de violation du secret professionnel puisque le praticien ne désigne pas la personne à qui il a donné ses soins ». Fumisterie ! les médecins de campagne et, dans une moindre mesure, les médecins de quartier, ont une activité facilement contrôlable et des recouvrements permettraient facilement aux enquêteurs avertis que tel jour le docteur X... a donné des soins à une avortée, de vérifier, par des bavardages de voisins, son emploi du temps et de découvrir ainsi l'identité théoriquement secrète. D'ailleurs si cette déclaration devait être inefficace pourquoi vouloir l'imposer ? A moins que ce ne s'agisse d'un premier pas des

tiné à être bientôt suivi de quelques autres ; les déclarations doivent être adressées simplement au président du Conseil de l'Ordre mais la suite laisse passer le pout de l'oreille policière : « sous le couvert de l'ordre départemental de la Santé », qui, lui, est un fonctionnaire dépendant de la préfecture ! Enfin, ainsi que le fait observer « le Concours Médical » on doit se souvenir que la loi permet des procédures au siège de l'Ordre.

L'article 3 oblige les médecins, sages-femmes, chirurgiens-dentistes pharmaciens à « déclarer sans délai les agissements d'avortement... », cette déclaration doit être faite « au président du Conseil de l'Ordre ou de la profession dont relève le déclarant ». Le président sera tenu de transmettre sans retard, et avec ses observations s'il y a lieu, à l'autorité judiciaire compétente la déclaration qu'il aura reçue sans faire connaître le nom de l'avortée ni l'auteur de la déclaration, sauf autorisation de ce dernier. Il transmettra au déclarant l'accusé de réception du Procureur de la République.

Cette fois il ne s'agit plus de simple déclaration administrative, mais bien d'une dénonciation obligatoire : qu'elle ne doive concerner seulement que l'avorteur ne change rien à la chose : le médecin est bel et bien mis aux ordres de la police et cette fois encore à sembler de secret (Suite page 2, col. 1.)

**La Nuit du "Libertaire"**  
LE 11 NOVEMBRE AU PALAIS DE LA MUTUALITE  
avec le concours de  
**LA CHORALE DU GROUPE DRAMATIQUE SPARTACUS**  
des Auberges de la Jeunesse  
de l'Orchestre Joë WILLIANT et son accordéon chantant  
de VILLABELLA, de Léo FERRE, d'Henry MURRAY, Jane GARDON  
de Georges QUEY, des Ballets gitans Pépé Minez  
de CRICRI et JO, acrobates comiques internationaux  
et de nombreux autres artistes

**GRAND BAL DE NUIT**  
Intermèdes avec le concours des grandes vedettes de la scène parisienne

## De Karachi à Tokio les U.S.A. mènent le jeu

par ERIC ALBERT

Le seul, n'est pas encore nettement fixé, il ne saurait tarder de l'être.

En Asie, il n'en va pas de même. Là bas tout est mouvant, instable, amorpho-

ici, fiévreux plus loin. La guerre sévit en

Chine, en Indochine. Les guérillas ani-

ment des maquis, les antagonismes reli-

gieux et raciaux divisent peuples et peul-

plades.

Ainsi qu'on l'observe dans tous les

pays coloniaux et semi-coloniaux, les na-

tions — comme l'Inde et les Philippines — qui viennent de conquérir une indé-

pendance relative et essaient d'appliquer

le système capitaliste, se caractérisent par

une absence totale ou presque de degradé

social. Pas de nuance. Une poignée de

richards et une masse voulée à la misère.

Cette situation forme un terrain social

extrêmement fertile et toutes les tenan-

cies politiques du nationalisme au bolche-

visme s'y affontent et y entretiennent une instabilité permanente.

En Birmanie, par exemple, six fractions

politiques se disputent le pouvoir : les com-

unistes blancs considérés comme les re-

présentants du P.C. officiel, le parti Organi-

zation du peuple, ceux de la « Bande jaune et blanche » ; enfin des groupes fédératifs qui

tantôt se battent contre le gouvernement,

tantôt le soutiennent. Et l'on pourrait faire

les mêmes constatations aux Indes, en

Malaisie, aux Philippines.

Ces fermentations sociales sont cer-

tainement le grand souci des Anglo-Saxons,

et sous couvert de lutte anticomuniste,

on les voit partout promouvoir les gouver-

nements « forts » et dociles aux exigences

stratégiques.

Aux Philippines, les U.S.A. négocient

actuellement la cession de cinq bases na-

tionales en vue de leur élargissement et

transformation en port de guerre.

Autour du pando Nehru, une partie

serre se joue présentement entre Londres

et Washington, cependant qu'au Japon,

Mac Arthur réorganise l'armée et l'indus-

trie lourde, et que l'on fera tout le néces-

saire pour que l'Indochine ne tombe en-

tièrement aux mains de Ho-Chi-Minh. En

Malaisie, la rébellion « communiste » ou

(Suite page 2, col. 3.)

## Vive DE GAULLE

Le grand Charles attend, disait la

manchette du Lib l'autre semaine.

Et de Gaulle de lui donner raison à

Versailles au Congrès National R.P.F.

« Nous n'irons pas sur les barricades

pour chasser cette coopérative de conser-

vation par la force ! »

Et comme par hasard, Queuille démis-

sione quelques jours plus tard, laissant

le pays sans gouvernement et les parti-

s dans une opposition si nette que Edouard

Herriot lui-même ne réussira pas la con-

ciliation.

Plus de 20 jours déjà sans « chefs » !

Et nous vivons encore ! Tiens, tiens, tu

pourrais-on s'en passer ?

Mais aussi, cet embrouillamin, ne dit-

on pas qu'il est dû à certaines disposi-

tions de la Constitution ?

Or, cette constitution est celle de de

Gaulle !

Et dans l'état actuel des choses, un

homme « à poing » aurait vite fait de

rétablir le calme entre les partis, en les

faire faire bien entendu et en établis-

sant donc son pouvoir personnel.

De Gaulle aurait-il, par hasard, prévu

ce cheminement ?

Non, il est bien trop attaché à la Ré-

publique, à la démocratie.

Quand Pétain, sympathisant, au moins,

de l'Action Française de Maurras, deve-

rait chef de l'Etat Français, de Gaulle

fuyait à Londres retrouver son camarade

Churchill dont la parole est aussi riche

qu'imprudente.

Si l'on a quelque chance d'égarer

l'ennemi en égarant l'opinion publique

de son propre pays, il est légitime de re-

courir à ce subterfuge. »

Et de Gaulle ne nous a jamais rappelé

que toutes les conférences « privées »

qu'il avait faites auparavant étaient orga-

nisées « par les Amis de l'Action Fran-

(Suite page 2, col. 2.)

## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## la paix en marche

que ! Et quelle voix ! Mais jugez que tout !

Le sénateur Taft, après avoir affirmé que la paix doit être dynamique, affirme qu'il faut envoyer des armes aux Francs afin d'améliorer leur moralité.

Ce fut pour moi une révélation et d'un coup je me redressais, bombais le torse, avec autant de vigueur et de dynamisme que si l'on m'avait injecté un demi-litre d'essence. Mon moral faisait explosion littéralement. Mon cœur faisait des « bounis » comme un canon à tir rapide, mon sang crépitait comme une mitrailleuse et mes intestins, d'un suprême et héroïque effort, chassèrent l'enivraison.

Enfin la paix, la vraie paix était maintenant assurée, gardée même, érafluchement, et par des sentinelles dédiées à tout. Même à la guerre si jamais un jour elle s'avisa de vouloir dégringoler.

Et nous allons recevoir des armes et des manuels du parfait soldat. Et apprendre à marcher au pas et à se déployer en tirailleurs, avec dynamisme naturellement.

Et si jamais un jour quelqu'un s'avise de troubler nos exercices pacifistes, il trouvera à qui parler ! Surtout que nous avons des chefs généraux qui veulent la paix et l'imposeraient à tous les agresseurs, et d'où qu'ils viennent, Léonid Staline et Truman sont bien d'accord. A un tel point même qu'ils ont décidé, et gloire leur en soit rendue ! que si les peuples, négligeant leurs conseils, encore une fois se déclarent la guerre — et même la guerre « juste » — ils ne feront rien, ils ne feront plus rien pour l'arrêter. Ils resteront chez eux, à l'abri. Pour compter les points. Et nous apprendre à vivre.

OLIVE.

« C'est justement parce que nous luttons ardemment pour la cause de la paix que nous devons, sans une minute de repos, travailler au renforcement de nos armées. »

Voilà ce que nous a appris Radio-Moscou il y a quelque temps. Ici, je dois faire amende honorable : j'avais, en effet vivement regretté que l'Amérique n'élevât également sa voix pour réclamer avec la même ferveur l'intensification de la lutte pour la paix. Et pendant plusieurs jours cela me fut une cause d'amertume. Mon moral était bas, rongé, miteux, autant que mon chapeau et je traînais sur le pavé une existence terne. Rapidement ma santé s'altéra. Je perdis l'appétit, je devins constipé, et mon teint rose bonbon vira au jaune-grisâtre. J'avais l'aheline tête, mes oreilles se décollaient et ma petite amie, navrée de ma déréputée musculaire, présentait des signes non équivoques d'une nerostétiqne pardonnante.

J'en étais là lorsqu'un jour, un beau jour, en dépliant mon journal, que vois-je ? Enfin ! La voix de l'Améri-

## De Karachi à Tokio les U. S. A. mènent le jeu

(Suite de la première page)

priégnée telle a été noyée dans le sang, tandis qu'au Siam les Occidentaux sont fort satisfaits du gouvernement autoritaire qui fit d'aillers ses preuves en collaborant avec le Japon pendant la guerre.

En Chine pourtant, la victoire de Mao-Tsé-Tung permettra peut-être de vaincre deux extrêmes : le monopole socialiste d'une part et de l'autre : sonolence asiatique. Et du coup, cet immense pays apparaîtra plus puissant qu'il ne l'a jamais été, toutes les aspirations populaires mal formulées, balbutiantes, comme elles sont ailleurs, étant écrasées sous une loi unique. Car il est incontestable que la forme de gouvernement qui convient le mieux et aux U.S.A. et à Moscou, est la dictature.

François Tito, Tsaidzai, Mao, sont des pilotes bien plus solides que Mayer, Gasperi ou Attlee. Le jeu consiste à se les adjointre et la dispute autour de Tito a des analogies avec ce qui se passe à Pékin.

• • •

Officiellement, la nouvelle Démocratie populaire chinoise fait partie du bloc oriental. Mais sa reconnaissance en série par tous les satellites de l'U.R.S.S., les îlots d'encens qui coulent sur Mao ne dissimulent que partiellement les difficultés que ce dernier rencontre à peu près dans tous les domaines.

D'abord, on constate que la Mandchourie jouit d'un statut politique spécial, qu'elle a son gouvernement propre et bê-

nificie des faveurs particulières du Kremlin. Ce pays, ne l'oublions pas, est une ancienne province de la Chine impériale, la plus riche et à un tel point que sans elle le reste du pays ne peut que subssiter très médiocrement. Son industrie, organisée, amplifiée par les Japonais, et bien que mutilée par la guerre, représente encore un potentiel considérable, et il est symptomatique que la Russie mette tout en œuvre afin que s'établissent de forts courants commerciaux, industriels et... idéologiques vers Port-Arthur. Bien sûr, une liaison des plus amicales existe entre Moukden et Pékin, un peu comme entre un patron et son employé.

Mao étant ainsi placé sous surveillance, on peut le lâcher et l'autoriser à solliciter des capitaux d'où qu'ils viennent, et aussi « l'investiture » officielle des « Occidentaux ». Staline possède en Mao un agent de liaison qui joue sur les deux tableaux, au grand bénéfice de l'expansion bolcheviste. Mais tout n'est pas aussi simple, et dans la pratique, cette combinaison se heurte à certaines difficultés.

## RIVALITE ANGLO-AMERICAINE

merce extérieur, est menagé par Mao, et sa propagande, si violente à l'égard des U.S.A., s'abstient de critiquer la présence anglaise à Hong-Kong. Pourtant, dans cette île, le sort des travailleurs n'est pas brillant, et le droit de grève interdit. Le parti communiste, toléré sans doute en tant que « soupe », s'incline et ne cherche que nullement à troubler la fabuleuse prospérité du port.

D'un côté comme de l'autre, chez Mao comme à Hong-Kong, et aussi chez les Américains, mais avec plus d'apprehensions, on souhaite, d'abord que cesse le ridicul blocus nationaliste, afin que les affaires reprennent de plus belle. En fait,

elles n'ont jamais cessé ; elles ont même augmenté, les importations à Hong-Kong en provenance de la Chine du Nord, ont triplé en quatre ans rapport à 48 !

La position anglaise vis-à-vis de Mao est donc beaucoup « carree » que celle des U.S.A. Les difficultés financières de la Grande-Bretagne la poussent non seulement à maintenir les intérêts considérables qu'elle possède en Chine, mais encore à les élargir, les approfondir, afin peut-être de contre-balancer la perte virile de son influence dans le Moyen-Orient. Ne craint-on pas dans les cercles

bourse au compte-gouttes et en nature. Cela ne fait l'affaire ni de Nehru ni du peuple anglais qui voit disparaître du marché une foule de produits dont la vente en zone dollar serait beaucoup plus avantageuse.

Tout naturellement, l'Inde regarde de plus en plus vers Washington et d'après certaines informations, il semble se préciser que l'éventualité d'un prêt en dollar à ce pays soit sérieusement pris en considération par la Maison-Blanche. La lutte dollar-sterling s'engage, maintenant pour l'Inde, et le dollar a d'autant plus de chance de gagner la partie que l'Angleterre se voit dans une certaine mesure contrainte de reculer pour des raisons politiques.

On sait que le Pandit Nehru a proclamé son indépendance. Il s'agit maintenant de mettre à profit sa soif de dollars pour lui imposer une alliance, un peu comme cela s'est fait en Europe. Sa participation effective à l'organisation militaire de l'Asie — ce que l'on appelle par euphémisme : le quatrième point Truman — servirait les intérêts anglais.

L'avance de Mao-Tsé-Tung vers le Sud risque bientôt de poser le problème du bolchevisme au Siam, au Viet-Nam, en Birmanie. Et la Malaisie, avec ses plantations de caoutchouc, source principale de dollars pour la Grande-Bretagne, n'est pas loin. On voit le danger. Que le bolchevisme s'installe en Chine, soit. Mais qu'il déborde — servirait les intérêts anglais.

## LE SECRET MÉDICAL

(Suite de la première page)

maintenu quant à l'identité de l'avortée ne constitue que garantie illusoire et odieuse comédie.

En dénonçant l'avorteur, le médecin donnerait à la police le moyen, grâce aux éventuelles aveux de celui-ci, de découvrir l'avortée, de même sans avoir connaissance de l'identité du déclarant et de surcroît, les mêmes circonstances que dans le premier cas jouent encore.

J'ai vainement cherché les sanctions envisagées pour les praticiens qui n'obtempéreraient pas à l'usage de déclaration obligatoire. Mais cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas ; l'exposé des motifs précise que ces déclarations seront obligatoires « ... sous peine de sanctions disciplinaires ». De quel ordre ? Motus et discrétion : sans doute, un arrêté ministériel le précisera-t-il ultérieurement en toute quiétude de même qu'il doit fixer les modalités de ces déclarations. Les sanctions disciplinaires, ça peut vouloir dire bien des choses : interdiction d'exercer, par exemple. C'est dans cet exposé des motifs qu'on relève une affirmation pour le moins osée des auteurs du projet dont l'élaboration aurait eu lieu « en plein accord avec le Conseil national de l'Ordre des médecins et le corps médical tout entier... ». Il s'agit là d'un mensonge flagrant :

Le corps médical n'a été aucunement consulté et pour ne parler que des « organismes représentatifs », la réaction de C.S. de la Confédération des syndicats médicaux s'est traduite par la résolution suivante adoptée à l'unanimité : « Le Conseil : 1<sup>er</sup> élève une protestation vigoureuse contre toute violation directe ou indirecte du secret professionnel ; 2<sup>o</sup> met en garde les auteurs du projet à l'étude contre les conséquences graves que résulteraient de son application en entraînant souvent la stérilité et parfois la mort de femmes qui n'osent plus se faire soigner ou le feront trop tard. »

Voilà pour « l'accord du corps médical ». Quant à celui du conseil de l'Ordre, il est dans l'ordre.

les auteurs du projet se baseraient pour l'affirmer sur une lettre ; ceci peut paraître étrange ; en effet, toutes les délibérations du Conseil de l'Ordre sont publiées dans le « Bulletin de l'Ordre » et le C.M. fait observer que ce bulletin ne signale que deux délibérations relatives à l'avortement criminel ; l'un en octobre 1946 rejette toute déclaration obligatoire des avortements et l'autre en juillet 1941 aborde la discussion d'un avant-projet.

Contre cette nouvelle pression de l'Etat policiers, les organismes professionnels médicaux déclarent protester. Mais si les dirigeants de ces organismes sont logiquement, ils devront déclarer fermement que même si cette loi est votée, le corps médical ne peut pas la reconnaître et appeler les médecins à n'en tenir aucun compte.

Quant à nous, sans nous occuper de ce que peuvent faire ou ne pas faire telles organisations ou telles personnes, nous entendons mettre les médecins en face de leurs responsabilités et dénoncer à l'opinion publique cette nouvelle attaque du totalitarisme policier et tartuffard.

Donc, ou bien les responsables du Conseil National de l'Ordre n'ont pas donné leur accord ou bien cet accord purement individuel et sans justification est absolument sans valeur et ne peut en aucun cas être considéré comme émanant de l'organisme lui-même.

## Vive De GAULLE

(Suite de la première page)

Les auteurs du projet se baseraient pour l'affirmer sur une lettre ; ceci peut paraître étrange ; en effet, toutes les délibérations du Conseil de l'Ordre sont publiées dans le « Bulletin de l'Ordre » et le C.M. fait observer que ce bulletin ne signale que deux délibérations relatives à l'avortement criminel ; l'un en octobre 1946 rejette toute déclaration obligatoire des avortements et l'autre en juillet 1941 aborde la discussion d'un avant-projet.

Contre cette nouvelle pression de l'Etat policiers, les organismes professionnels médicaux déclarent protester. Mais si les dirigeants de ces organismes sont logiquement, ils devront déclarer fermement que même si cette loi est votée, le corps médical ne peut pas la reconnaître et appeler les médecins à n'en tenir aucun compte.

Quant à nous, sans nous occuper de ce que peuvent faire ou ne pas faire telles organisations ou telles personnes, nous entendons mettre les médecins en face de leurs responsabilités et dénoncer à l'opinion publique cette nouvelle attaque du totalitarisme policier et tartuffard.

Et qu'on prête la Liberté. Même la Liberté des subventions aux

voilà comment les auteurs du projet procèdent à la vérité !

Pourquoi ces ruses ? Pourquoi ces menaces ? Ni seconde pas que nos petits militaires se rendent compte de l'énormité de leurs prétentions et de l'ignorance de leur projet, cherchant tous les moyens, même les plus doux, pour arriver à leurs fins à l'aide d'une imposture.

Contre cette nouvelle pression de l'Etat policiers, les organismes professionnels médicaux déclarent protester. Mais si les dirigeants de ces organismes sont logiquement, ils devront déclarer fermement que même si cette loi est votée, le corps médical ne peut pas la reconnaître et appeler les médecins à n'en tenir aucun compte.

Quant à nous, sans nous occuper de ce que peuvent faire ou ne pas faire telles organisations ou telles personnes, nous entendons mettre les médecins en face de leurs responsabilités et dénoncer à l'opinion publique cette nouvelle attaque du totalitarisme policier et tartuffard.

Et qu'on prête la Liberté. Même la Liberté des subventions aux

voilà comment les auteurs du projet procèdent à la vérité !

Pourquoi ces ruses ? Pourquoi ces menaces ? Ni seconde pas que nos petits militaires se rendent compte de l'énormité de leurs prétentions et de l'ignorance de leur projet, cherchant tous les moyens, même les plus doux, pour arriver à leurs fins à l'aide d'une imposture.

Contre cette nouvelle pression de l'Etat policiers, les organismes professionnels médicaux déclarent protester. Mais si les dirigeants de ces organismes sont logiquement, ils devront déclarer fermement que même si cette loi est votée, le corps médical ne peut pas la reconnaître et appeler les médecins à n'en tenir aucun compte.

Quant à nous, sans nous occuper de ce que peuvent faire ou ne pas faire telles organisations ou telles personnes, nous entendons mettre les médecins en face de leurs responsabilités et dénoncer à l'opinion publique cette nouvelle attaque du totalitarisme policier et tartuffard.

Et qu'on prête la Liberté. Même la Liberté des subventions aux

voilà comment les auteurs du projet procèdent à la vérité !

Pourquoi ces ruses ? Pourquoi ces menaces ? Ni seconde pas que nos petits militaires se rendent compte de l'énormité de leurs prétentions et de l'ignorance de leur projet, cherchant tous les moyens, même les plus doux, pour arriver à leurs fins à l'aide d'une imposture.

Contre cette nouvelle pression de l'Etat policiers, les organismes professionnels médicaux déclarent protester. Mais si les dirigeants de ces organismes sont logiquement, ils devront déclarer fermement que même si cette loi est votée, le corps médical ne peut pas la reconnaître et appeler les médecins à n'en tenir aucun compte.

Quant à nous, sans nous occuper de ce que peuvent faire ou ne pas faire telles organisations ou telles personnes, nous entendons mettre les médecins en face de leurs responsabilités et dénoncer à l'opinion publique cette nouvelle attaque du totalitarisme policier et tartuffard.

Et qu'on prête la Liberté. Même la Liberté des subventions aux

voilà comment les auteurs du projet procèdent à la vérité !

Pourquoi ces ruses ? Pourquoi ces menaces ? Ni seconde pas que nos petits militaires se rendent compte de l'énormité de leurs prétentions et de l'ignorance de leur projet, cherchant tous les moyens, même les plus doux, pour arriver à leurs fins à l'aide d'une imposture.

Contre cette nouvelle pression de l'Etat policiers, les organismes professionnels médicaux déclarent protester. Mais si les dirigeants de ces organismes sont logiquement, ils devront déclarer fermement que même si cette loi est votée, le corps médical ne peut pas la reconnaître et appeler les médecins à n'en tenir aucun compte.

Quant à nous, sans nous occuper de ce que peuvent faire ou ne pas faire telles organisations ou telles personnes, nous entendons mettre les médecins en face de leurs responsabilités et dénoncer à l'opinion publique cette nouvelle attaque du totalitarisme policier et tartuffard.

Et qu'on prête la Liberté. Même la Liberté des subventions aux

voilà comment les auteurs du projet procèdent à la vérité !

Pourquoi ces ruses ? Pourquoi ces menaces ? Ni seconde pas que nos petits militaires se rendent compte de l'énormité de leurs prétentions et de l'ignorance de leur projet, cherchant tous les moyens, même les plus doux, pour arriver à leurs fins à l'aide d'une imposture.

Contre cette nouvelle pression de l'Etat policiers, les organismes professionnels médicaux déclarent protester. Mais si les dirigeants de ces organismes sont logiquement, ils devront déclarer fermement que même si cette loi est votée, le corps médical ne peut pas la reconnaître et appeler les médecins à n'en tenir aucun compte.

Quant à nous, sans nous occuper de ce que peuvent faire ou ne pas faire telles organisations ou telles personnes, nous entendons mettre les médecins en face de leurs responsabilités et dénoncer à l'opinion publique cette nouvelle attaque du totalitarisme policier et tartuffard.

Et qu'on prête la Liberté. Même la Liberté des subventions aux

voilà comment les auteurs du projet procèdent à la vérité !

Pourquoi ces ruses ? Pourquoi ces menaces ? Ni seconde pas que nos petits militaires se rendent compte de l'énormité de leurs prétentions et de l'ignorance de leur projet, cherchant tous les moyens, même les plus doux, pour arriver à leurs fins à l'aide d'une imposture.

Contre cette nouvelle pression de l'Etat policiers, les organismes professionnels médicaux déclarent protester. Mais si les dirigeants de ces organismes sont logiquement, ils devront déclarer fermement que même si cette loi est votée, le corps médical ne peut pas la reconnaître et appeler les médecins à n'en tenir aucun compte.

Quant à nous, sans nous occuper de ce que peuvent faire ou ne pas faire telles organisations ou telles personnes, nous entendons mettre les médecins en face de leurs responsabilités et dénoncer à l'opinion publique cette nouvelle attaque du totalitarisme policier et tartuffard.

Et qu'on prête la Liberté. Même la Liberté des subventions aux

voilà comment les auteurs du projet procèdent à la vérité !

Pourquoi ces ruses ? Pourquoi ces menaces ? Ni seconde pas que nos petits militaires se rendent compte de

# CULTURE ET RÉVOLUTION

## Un mauvais livre Une mauvaise action

**A**u début de l'année, un journal du soir, *Paris-Presse*, publia une série d'articles d'un certain Philippe Diolé, ayant pour sujet l'Anarchie, et appuyant, bien entendu, sur la note Ravachol-Bonnot. Nous n'avons pas cru devoir relever, à l'époque, cet exploit d'un obscur écrivain obligé de gagner sa vie en exploitant le sadisme contemporain, le goût du « sang à la une », dans un organe de la nouvelle presse pourrie.

Cette fois l'affaire devient plus sérieuse, car il s'agit d'un livre. Dans celui-ci, qui vient de sortir, Diolé s'efface devant Raymond Manevy, directeur d'un grand journal, plus célèbre par ses titres que par son récit.

Une curieuse coïncidence nous frappe : cet ouvrage (?) sort au moment où le premier tome de *L'Histoire de l'Anarchie*, par Alain Sergent et Guy Harmel, est annoncé pour novembre et suscite l'intérêt des militants de tous bords et du public cultivé. Si manœuvre il y a, elle est habile. Le public sérieux, celui qui achète des livres mais ne peut se permettre de gaspiller son argent (*la Louise Michel*, de François Mauser s'est mal vendu après le livre de Planche sur le même sujet), se croira renseigné après cette première lecture et ne cherchera pas à mieux connaître la question. Et comment la connaît-il à travers le livre de Manevy et Diolé ? C'est la même nourriture creuse que dans la série d'articles de *Paris-Presse*. Après une brève esquisse de la pensée anarchiste (pour paraître objectif), le terrorisme et la bande Bonnot envahissent la scène. Encore le jeu des acteurs est-il dépeint grossièrement, sans grand souci de la psychologie complexe dont l'étude est pourtant indispensable en la circonstance.

Plate compilation, d'ailleurs, les auteurs ne se sont même pas donné la peine de compiler la presse d'époque à la Nationale, certaines erreurs

le prouvent. Mais qu'importe. L'essentiel étant de montrer qu'après Bonnot en qui elle se concrétisait tout entière, l'Anarchie est morte. Nos deux lascars ont imprudemment vendu la mèche en écrivant dans le prière d'insérer (car ce sont les auteurs qui font ces prières d'insérer), la gentillesse suivante : « L'anarchie est morte en tant que mouvement politique, de l'aveu même de ses derniers adeptes », ce qui est évidemment l'expression de la mauvaise foi la plus insigne, le plus ignare des Parisiens ne pouvant ignorer l'existence du *Libertaire*, et les intellectuels sachant fort bien que la F.A. est toujours vivante.

Il y a encore, heureusement des honnêtes gens dans la presse. Louis Pauwels, le jeune écrivain auteur de *Saint-Quentin* et des « Chemins de petite communication a montré dans un article, de *Carrefour*, que l'Anarchie n'avait aucune envie de mourir. Et les « linceaux » (sic) de la F.A. ne l'égratigneront pas pour quelques inexactitudes. Qu'un homme indépendant parle de nous objectivement, et même avec une sympathie amusée, brisant ainsi la conspiration du silence qu'on a tenté d'organiser autour de nous, comment ne pas être touchés !

Pour en terminer avec MM. Manevy et Diolé, disons qu'ils ont ajouté l'odieux au ridicule, en mettant pour épigraphe à leur livre, cette phrase de Jaurès : « Le jour où le même navire emportera vers les terres flétries de la relégation le politicien véreux et l'anarchiste aventurier, ils pourront leur conversion comme les deux aspects contemporains d'un même ordre social ». Evidemment, le lecteur ne fera guère attention à l'épithète d'aventurier, il ignore d'ailleurs que Jaurès a parlé avec une chaleureuse sympathie du communisme libertaire, donc de l'Anarchie.

Nous suivons avec la plus grande attention les ouvrages qui vont pa-

raître concernant le mouvement libertaire car, outre Alain Sergent et Harmel, un universitaire, Maitron, prépare depuis trois ans un ouvrage d'étude. Ce n'est sans doute pas à tort qu'une revue catholique parlait récemment des « yeux de lynx » des anarchistes, et nous tâcherons de veiller au grain de ce côté-là. C'est pourquoi nous ne sommes pas près d'oublier le mauvais livre et, bien qu'elle ait déjà sombré dans le grotesque, la mauvaise action de ces soi-disant historiens qui sont tout au plus dignes de journalistes médiocres.

Il est parti dans *Combat* du 20, une note de lecture sur l'ouvrage précité. Évidemment, nous lisons « qu'il constitue une histoire de ce mouvement si actif en France entre 1890 et 1900 », ce qui est une erreur puisque Bonnot commence en décembre 1901. Quoi qu'il en soit, l'auteur de la note oublie tout simplement que l'histoire de l'Anarchisme durant cette période, comporte aussi l'action de Pelloutier et de ses amis dans la création et le développement des Bourses du Travail ; le syndicalisme révolutionnaire issu en droite ligne de la doctrine jurassienne, et animé par des anarchistes ; l'effort de Grave avec les *Temps Nouveaux*, et la sympathie agissante de la majorité des intellectuels et artistes de l'époque autour de l'anarchie ; l'élaboration doctrinale de Kropotkin et de Reclus ; la lutte menée par la Fédération Anarchiste Communiste, où figurait déjà Lécoin, contre la délinquescence de la C.G.T. à partir de 1912, et les campagnes pacifistes de ses anarchistes.

Un certain Coiplet dans « Le Monde » du 16 a cru devoir aussi étailler son ignorance à l'occasion d'une critique du bouquin de Manevy et Diolé. Ignorance et perfidie. On garde sa pâture comme on peut.

Et voilà comment on fait connaître l'histoire au public, à partir d'un livre insignifiant et de critiques incomptentes.

Oui, les refus de tuer, de faire la guerre, est courageux, noble ; et satisfait le cœur et la raison — en même temps que les intérêts de l'individu.

Honneur donc à tous ceux qui s'insurgent contre l'obligation militaire et qui veulent qu'en France — et ailleurs — comme cela est fait déjà dans certains pays, cette objection soit respectée.

Honneur à tous ceux qui refusent de porter les armes. Honneur à eux, et peu importent les motifs dont ils se parent.

Détails que les différences de motifs.

Les « discuteurs » sont d'accord sur le fond. Il est magnifique qu'en France des hommes courageux se lèvent et orient le refus du peuple pour la ou les « prochaines » quelles qu'elles soient.

Mais, dites-vous, l'Eglise — les Eglises — étaient-elles présentes à ce magnifique meeting ?

Dieu, lui, devait y être, qui se détournait des pantins, prétendant parler en son nom. Car Dieu, d'après les religions, a dit aux hommes : « Aimez-vous les uns les autres. » Le Christ, dont se réclament les Eglises, a dit à Pierre : « Retenez ton épée au fourreau. »

Donc, soupirerez-vous avec satisfaction, l'Eglise y était aussi, du moins moralement ! Et il y a des objecteurs de conscience qui n'appuient leur refus que sur leurs convictions religieuses.

Aimable interpellante, votre déception fera peine à voir dans un instant. D'accord, l'abbé Pierre demande à interroger le gouvernement sur « le scandale des incarcérations de jeunes gens qui se refusent pour de véritables raisons de conscience à accomplir le service civique, s'offrent cependant pour des services civils même les plus périlleux que la Patrie leur demanderaient. »

Il oublie d'évoquer que la fabrication de bombes, par exemple, est un service périlleux, mais tout aussi nuisible que le service armé.

D'accord, Saint François avait fait obligation à tous ses tertiaires de refuser leur serment militaire envers leurs seigneurs ou suzerains.

Mais la méthode était bonne ainsi, de capturer l'amitié des serfs et de diminuer

## LA RELIGION SOUTIENT-ELLE les objecteurs de conscience ?

**L**e Palais de la Mutualité était comble, l'autre jeudi. Les orateurs ardents furent applaudis avec vigueur. La foule était de leur avis : rien n'est plus beau que l'Homme qui refuse de tuer l'Homme, malgré l'obligation que lui en fait une guerre, que l'Etat déclare juste. Ce refus est infiniment courageux, les risques en sont grands. L'Etat peut se fâcher, condamner le « coupable », le soustraire à sa famille, dont il est le soutien, exiger une amende d'un être parfois désargenté, voire même l'inculper de trahison et le faire exécuter.

L'entourage, soudainement influencé, peut aussi stigmatiser la « lâcheté » de l'objecteur et lui rendre la vie très pénible, ou même financièrement impossible, par le retrait de tout travail.

Enfin, un « adversaire » fanatique peut avoir l'occasion d'exécuter un jour cet objecteur, qui appartient à la nation chrétienne.

Au moins en vertu de ces raisons, l'objection de conscience est courageuse. Elle est noble aussi, puisqu'elle protège des sentiments que plus élevés.

Tuer ce jeune homme, plein de santé, dont la vie à venir est riche de promesses ? Tuer ce père de famille ? Mutiler ces femmes et ces enfants ?

Ils ne nous, eux-mêmes, jamais rien fait. Ils n'ont pas exigé de faire la guerre. Comme nous ils ne retirent du conflit que souffrance, ruine. On leur avait promis, comme à nous, vie meilleure, bonheur, et la tourmente une fois passée, sera les gouvernans et les vainqueurs recevront gloire et richesse.

La guerre a-t-elle eu moins d'avantage de supprimer une injustice ? Voyez plutôt la comédie actuelle qui est celle de tous les temps : quelques chefs seulement ont été supprimés, écartés, et vite remplacés par d'autres créatures dont on espère une collaboration.

Les soldats tués, mutilés, ou simplement volés de leur temps et de leur liberté pendant la conflagration, se trouvent vite oubliés ; leur sacrifice fut inutile. Leur sacrifice est bafoué par l'entente nouvelle entre les ennemis d'hier qui, sans honte, s'unissent, se parent et le disent, contre un nouvel ennemi.

Oui, les refus de tuer, de faire la guerre, est courageux, noble ; et satisfait le cœur et la raison — en même temps que les intérêts de l'individu.

Honneur donc à tous ceux qui s'insurgent contre l'obligation militaire et qui veulent qu'en France — et ailleurs — comme cela est fait déjà dans certains pays, cette objection soit respectée.

Honneur à tous ceux qui refusent de porter les armes. Honneur à eux, et peu importent les motifs dont ils se parent.

Détails que les différences de motifs.

Les « discuteurs » sont d'accord sur le fond. Il est magnifique qu'en France des hommes courageux se lèvent et orient le refus du peuple pour la ou les « prochaines » qu'elles soient.

Mais, dites-vous, l'Eglise — les Eglises — étaient-elles présentes à ce magnifique meeting ?

Dieu, lui, devait y être, qui se détournait des pantins, prétendant parler en son nom. Car Dieu, d'après les religions, a dit aux hommes : « Aimez-vous les uns les autres. » Le Christ, dont se réclament les Eglises, a dit à Pierre : « Retenez ton épée au fourreau. »

Donc, soupirerez-vous avec satisfaction, l'Eglise y était aussi, du moins moralement ! Et il y a des objecteurs de conscience qui n'appuient leur refus que sur leurs convictions religieuses.

Aimable interpellante, votre déception fera peine à voir dans un instant. D'accord, l'abbé Pierre demande à interroger le gouvernement sur « le scandale des incarcérations de jeunes gens qui se refusent pour de véritables raisons de conscience à accomplir le service civique, s'offrent cependant pour des services civils même les plus périlleux que la Patrie leur demanderaient. »

Il oublie d'évoquer que la fabrication de bombes, par exemple, est un service périlleux, mais tout aussi nuisible que le service armé.

D'accord, Saint François avait fait obligation à tous ses tertiaires de refuser leur serment militaire envers leurs seigneurs ou suzerains.

Mais la méthode était bonne ainsi, de capturer l'amitié des serfs et de diminuer

la puissance des seigneurs, parfois peu respectueux de la puissance ecclésiale.

En contrepartie l'Eglise recommandait la guerre, celle des Croisades, qui pouvait lui donner gloire, richesse et puissance. D'accord, l'Eglise dans ses Cours de Religion enseigne : « Quand vous êtes attaqué par quelqu'un, vous avez le droit de vous défendre. »

Mais, quand on est l'attaquant ?

Et comment l'Eglise explique-t-elle que dans la dernière guerre, par exem-

taine vérité que les interdictions de l'Inde et des confessions ne permettent pas aux fidèles d'apprécier fausses.

Elle entretient la haine entre nations, sous prétexte d'irreligion, de lutte scolaire etc. Chaque fois elle se trouve en même temps dans les deux camps et maintient l'excitation.

Myr Theas, à Lourdes, le disait récemment : « La Paix sera chrétienne ou ne sera pas. »

Et bien non, pas de cette fumisterie.

Et toutes les hommes rejettent le joug des Etats et des religions. Qu'ils se lèvent, s'unissent.

Les paroles de Garraud au sujet de l'Union Française sont vraies pour l'Univers : « Lorsque les hommes se comprennent et s'apprécient, ils forment une union solide et durable. Hors de cela il n'y a rien de valablement humain. »

Rejetons donc ceux qui nous empêchent de nous comprendre et de nous apprécier — cette Eglise parjure aux ordres de son Dieu, et qui s'est infiltrée partout, à un tel point que rien ne se fait sans elle.

Ne la laissons pas prendre ou reprendre les guides en Allemagne ou Schumacher se plaint des interventions nombreuses et directes du clergé dans la politique.

Ne la laissons pas s'allier avec le Lama du Tibet qui envoie 3.000 séminaristes à travers l'Asie, chargés de dresser un front spirituel contre le marxisme (pour commencer).

Ne la laissons pas reprendre le contrôle absolu de ses écoles, que demande en Hongrie Myr Gros et qui dit « L'avènement de la Patrie et de l'Eglise l'exige ». Ne la laissons pas, jouant toujours sur deux tableaux, gagner toujours, aux moindres risques.

Rappelons à tous ceux que nous apprenons que l'Eglise n'est pas, ne peut pas être près des objecteurs, mais qu'au contraire elle aime la guerre et que la guerre lui est profitable.

Et si l'un de nos auditeurs est encore aveuglé par le prestige religieux, rappelons-lui que l'Eglise elle-même apprend aux théologiens qu'elle n'est qu'un instrument, que Dieu se passe bien d'elle ; que le libre-penseur, l'athée, peuvent s'en sortir par l'Eglise.

Vite elle ajoute : ces vérités sont dangereuses, aussi ne peut-on les publier largement.

Votre auditeur a compris ?

François Mauriac l'encourage : « De toutes les formes de courage, c'est sans doute le moins répandu, le courage de renoncer à la communauté à laquelle nous appartenons, si nous découvrons qu'elle sert le crime. »

par René-Pierre FROMENT

plus, ses prêtres encourageaient, en même temps, les Français et les Allemands, sans compter les autres !

Duplicité, qui n'attire que les naïfs ! Le Cardinal de Retz, jadis, voulait chasser des France Mazurin, pourtant ecclésiastique lui aussi, et les gens disaient du pistolet caché sous son tablier : « Voilà de l'Infidèle de notre Eminence. »

Duplicité, esprit belliqueux, intérêt de caste.

En 1345, Humbert II de Dauphiné va combattre l'Infidèle, à Rhodes. Il achève ainsi de se ruiner et doit abandonner son royaume à la France, fille ainée de l'Eglise.

Belle récompense de son dévouement ! Et Mauriac avoue :

« Les sermons que nous entendions au collège, resplendissaient d'images guerrières et sentaient la poudre. »

Non, l'Eglise n'était pas au moins un meeting de la Fédération anarchiste. Non, il n'y a pas d'objecteurs soutenus par l'Eglise.

L'Eglise aime les guerres, parce que chaque fois elle tente d'en retrier profit ; chaque fois son influence y essaie de s'amplifier, chaque fois elle y trouve au moins des gens souffrant, qui cherchent consolation et dont l'Eglise s'empare.

Oui, l'Eglise aime la guerre que permet « la loi du plus fort imposé, l'écrasement de l'Homme ». Qui permet encore l'écrasement de certains adversaires sans qu'elle-même soit obligée d'y mettre sa responsabilité légale. Le président du Conseil roumain lui demande :

« On étiez-vous quand les leaders communistes, Anna Pauker et autres, étaient persécutés et arrêtés ? Pourquoi n'avez-vous pas protesté à l'époque ? Pourquoi ? »

Pourquoi ? Pirandello répond :

« Chacun a sa vérité. »

Et c'est la pratique de l'Eglise. Elle entretient la haine en France dans les partis, en leur faisant croire à une cer-

Mandal, 100; Folio, 150; sympathisant Montparnasse, 100; Marcel Levallais, 3.000.

Abonnements reçus par mandat du 27 août au 30 septembre

Antoine, 600; Dalhaye, 500; mort, 50; Cassas, 200; Longuet, 100; Puel, 200; Pavy, 50; Masclet 50; Commandant Nébèle, 1.000; Soulier, 500; un Lynx, 100; Brunet, 50; Léonard, 100; Bocheton, 150; Berthet, 50; Sébastien, 100; Doten, 50; Groupe Pierre Martin, Vienne, 50; Morisset, 50; Brossard, 400; Bianco, 150; Odette et Georges, 100; Palmié et Hoché, 120; Bourguignon, 50; Brunet, 100; Campagnola, liste n° 1.600; Février, 350; Santier, liste D, 500; R. Saint-Marc, 50; Cabillot, 50; Amiel, 500; Lanteri, 5

# LA CONFEDERATION du Travail indépendante

**A**INSI une nouvelle centrale syndicale vient de naître de débats fort policiés, unanimes — ou peu s'en faut — puisque ne réunissant que des gens bien : Belin, le cynique, Bardelet, le prétentieux, Parsal, Guiraud, Moutardier, etc. De l'espèce, que M. Villiers appelle des éléments « raisonnables ».

Le Congrès constitutif des Indépendants (ce ne sont pas des peintres) avait été comme il se doit remarquablement préparé et les délégués priés, supplisés, appâts (2.500 fr. de frais de déplacement).

par NORMANDY

cement). Les journalistes avaient même reçu l'ordre (sic) de faire beaucoup de bruit autour de ceux dont on n'a pas encore oublié l'activité pendant l'occupation. Une tentative de dédouanage en quelque sorte. Et, pour atténuer le mauvais effet produit par l'ordre péremptoire de chefs à subordonnés chez les enjoliveurs de la presse, le bureau de la future centrale, s'inspirant de Zaharoff (1) avait largement ouvert un banquet avant d'ouvrir les débats... et son portefeuille bourré de dollars brésiliens et de chèques gaullistes.

Tant et si bien que délégués et bonzes en puissance, purent, les 21, 22 et 23 octobre, psalmodier les litanies du dogme association capital-travail cher à Charles de Gaulle, prétendant au royaume de France.

Participation aux bénéfices, réduction des charges patronales, arbitrage obligatoire, plan Marshall et pacte de l'Atlantique voisinage allégement dans le programme adopté avec les conventions collectives, le renforcement de la hiérarchie par le reclassement professionnel et une revalorisation des salaires et traitements en fonction de la production.

Une centrale de plus qui ne rassemblera que les lièvres rabat- tuts par des sergents recruteurs.

Une « création » spontanée, aidée par l'A.F.L. et le haut patronat, qui a au moins le mérite de dédouaner les autonomes parmi lesquels les mal intentionnés et les dupes avaient cru voir se glisser quelques éléments douteux et la philosophie délicate du « héraut » de Londres.

Une centrale qui, sous couvert de syndicalisme n'est que le prologue de la mise au pas définitive du monde ouvrier.

Une vraie centrale, mais dans le sens de prison.

(1) « Tout le monde est à vendre il suffit d'y mettre le prix ». (Zaharoff).

## Les révolutionnaires et le regroupement syndical

**A**PRES tout, les révolutionnaires, qui ne sont pas tous forcément dans les syndicats dits « révolutionnaires », n'ont rien à se reprocher : qu'ils soient à F.O., aux Autonomes à la C.N.T. ou ailleurs, ils ont parfaitement bien fait de quitter la C.G.T. Il est donc beaucoup mieux, évidemment, de la quitter dès 1945, et en masse ! Mais c'est le propre des révolutionnaires de n'être jamais très accordé que sur quelques points. Ce qui laisse présager de beaux jours à ceux d'en face. Lesquels, malgré leur peur — paraît-il — ne se font pas trop de bile.

Car eux non plus ne sont pas d'accord sur tous les points. Mais ils savent faire bloc contre l'ennemi commun : le révolutionnaire multiple. Ce qui leur permet de battre régulièrement, en détail.

On est donc amené à tolérer comme logique la cascade des diverses centrales nées de la scission. Car en fait, il n'y eut qu'une scission. Il fallait que l'essai fut fait pour chacune des tendances.

Il est difficile, aujourd'hui, de souhaiter que l'épreuve ne soit pas concluante. Aucune de ces nouvelles centrales n'a réussi à attirer à elle la majorité des mécontents. La plus grosse part de ces dernières reste dans l'expectative. Elle attend patiemment que tout le monde se mette à peu près d'accord et se regroupe. Et rien ne changera maintenant, tant que ce regroupement ne sera pas chose faite. On peut tenir pour assuré que, des Autonomes à la C.N.T., le plein est presque atteint. Les non-syndiqués sont bien décidés à attendre la refonte. Même à la C.G.T. Il y a ce genre d'attentistes, qui ne quittent que pour aller à quelque chose de solide.

Il s'agit maintenant de savoir si les révolutionnaires mettront éternellement leur position personnelle, c'est-à-dire leurs principes révolutionnaires variés, au-dessus de l'intérêt de la masse, qui souffre de cette division. Il s'agit de savoir s'ils préfèrent continuer leur dialogue de murs et fermer les yeux sur leur impuissance.

Du point de vue purement révolutionnaire, il vaut mieux qu'ils restent « entre eux ». C'est le meilleur moyen

## SYNDICALISME HONGROIS...

**L**ES réformes sociales procurent encore quelques satisfactions.

Dans la jeunesse il y a un certain pourcentage d'exaltation. Mais les salariés réels sont en baisse. Le relèvement des normes exige un travail de plus en plus exigeant.

Une fois la journée de travail finie, d'innombrables réunions politiques, de toute sorte syndicales, du parti, des femmes, d'autres encore auxquelles il est dangereux de chercher à échapper, se déroulent d'autant plus les heures de loisir.

Les syndicats sont chargés avant tout de pousser au rendement : « Du fait que les travailleurs pour l'Etat socialiste explique-t-on à l'ouvrier, c'est-à-dire pour la classe ouvrière, c'est-à-dire pour lui-même, il ne s'agit plus de se défendre comme naguère contre l'ennemi de classe, mais de produire. »

« AINSI LES TRADITIONS SYNDICALES, QUI AVAIENT POUR BUT DE PROTÉGER L'OUVRIER CONTRE UNE POLITIQUE EXCESSIVE AFIN DE LU PERMETTRE D'ÊTRE UN BONMIE UNE FOIS LE TRAVAIL FINI, sont présentées comme simple instrument de lutte de classes et quelle lutte de classes ! N.D.L.R. au moment où cette lutte a cessé. Aucune décision importante des syndicats ne peut d'ailleurs être prise sans l'approbation du parti. Et les ouvriers ne peuvent plus présenter leurs doléances que par l'intermédiaire de leurs délé-

gués syndicaux, pour la plupart membres de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rendement seul compte (LES CHOMEURS ENCORE NOMMÉS AUCUNE TOUCHENT AUCUNE ALLOCATION) l'ouvrier n'a pas le choix.

Quand il le peut il résiste. On nous a parlé d'usines entières — cadres et direction compris — s'arrangeant pour falsifier les normes. Mais dans la plupart des cas, UNE GREVE ETANT IMPENSABLE, il ne reste au prolétariat qu'à accepter son sort. »

Ce témoignage est de Serge Karsky.

Il confirme en tous points ce que nous ont fait savoir clandestinement nos camarades hongrois.

Le syndicalisme hongrois, pour la plupart membr

es de ce même parti.

« Le résultat ? Chez certains l'acceptation passive. Chez beaucoup, l'apathie, la déception. Dans un certain cas le rend